

MIMOC



l'info dessinée
Le mur de Wattrelos

le visage
Mansoor,
le De Brigode réfugié

le dossier

LES IRRÉDUCTIBLES PETITS PRODUCTEURS LAITIERS

MICMAG

MICmag traite de sujets en lien avec les questions de migrations, d'interculturalité et de coopération au développement

www.micmag.be

Envie de réagir ?
info@micmag.be



CIRÉ
coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers

CNCD
11.11.11

MICmag est publié à l'initiative du CBAI (Centre bruxellois d'action interculturelle), du CIRÉ (Coordination et initiatives pour réfugiés et étrangers) et du CNCD-11.11.11 (Centre national de coopération au développement).

Administration:
rue du Vivier 80-82 - B-1050 Bruxelles
+32 2 629 77 34 - info@micmag.be

Coordination: Olivier Bailly
Rédaction: Olivier Bailly, Nathalie Caprioli, François Corbiau, Ani Paitjan, Stéphanie Triest, Eric Walravens,
Correctrice: Anne Marseleix
Photo de couverture: François Corbiau
Mise en page: Élise Debouny
Infographies: François Corbiau, Élise Debouny
Impression: Printing Partners

Éditeur responsable: Malou Gay

Retrouvez MICmag tous les 2 mois en supplément gratuit.

Le contenu n'engage pas la rédaction de L'Avenir.

l'avenir

Avec le soutien de la Cocof (Commission communautaire française), de la DGD et de la Fédération Wallonie-Bruxelles (service de l'éducation permanente).



Avec le soutien de LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

MÉMOIRE COLONIALE À L'HONNEUR

Le passé colonial de la Belgique reste un sujet tabou. Difficile pour notre pays de regarder en face certains côtés sombres de son histoire. Petit à petit, toutefois, le travail de mémoire fait son chemin.

L'exposition « Inconnu à cette adresse » met à l'honneur le sort des milliers de Congolais qui ont participé aux campagnes militaires contre l'Afrique allemande durant la Première Guerre mondiale.

Elle est présentée à Anvers (novembre), Ostende (mars-mai) et Namur (juin-août). De quoi faire un pas vers une mémoire plus apaisée ?



EXPERTS DIVERS

Hakima Darmouche. Journaliste. Femme. D'origine étrangère. Quasi un OVNI... © Belga / Fahy

Fermez les yeux et tentez de répondre à cette question : décrivez l'expert média, celui qu'on interroge au JT. Si vous avez imaginé un homme blanc dans la force de l'âge, ce n'est pas étonnant. Dans nos médias belges, les personnes qui interviennent en tant que consultants sont en majorité des hommes. Sur 20 experts interrogés par nos médias, trois seulement sont des femmes. La diversité d'origine parmi ces experts est très faible (de 15 à 29 %, selon les études).

Pour amener ses membres à varier leurs sources d'expertise, l'Association des journalistes professionnels (AJP) lancé une base de données qui répertoriera d'une part des femmes expertes (qui peuvent s'inscrire en ligne), et d'autre part des experts (hommes et femmes) issus de la diversité d'origine. Messieurs les habitués des plateaux de télévision, prenez garde : la concurrence arrive.

www.expertalia.be



2,5 % DE TRADITION

Fin septembre, Charles Michel se vantait devant l'Assemblée générale des Nations unies de la « longue tradition » de la Belgique en matière d'accueil des réfugiés.

Un exemple, juste pour voir? Suite aux quotas imposés par l'Union européenne pour accueillir les réfugiés arrivés en Grèce et en Italie, de la relocalisation dans le jargon, la Belgique est censée ouvrir ses portes à 3 800 réfugiés (sur les 160 000 que la Commission tente d'imposer aux États membres). Soit 2,5 % de ces réfugiés. Fin septembre, la Belgique en a accueilli en tout et pour tout... 182... Une longue tradition.

le dico expresso (bien serré)



SUÈDE

La Suède est un pays scandinave et on ne sait jamais si elle fait partie ou non de l'Union européenne (elle y est depuis 1995, mais pas dans la zone euro).

Au moment de la crise de l'asile, la Suède a accueilli 163 000 réfugiés sur une seule année (2015). Et d'après Eurostat cité par *Le Monde*, le pays de Björn Borg et Abba est celui qui a le plus accordé l'asile en proportion de sa population : un réfugié pour 141 résidents en Suède. Top. Sauf qu'il y a un paquet de réfugiés rentrés qui doivent sortir. N'ayant pas reçu le droit de rester, entre 60 000 et 80 000 devraient être reconduits à la frontière. *Manu militari*. Moins top.

Septembre de cette année ; les chiffres de la croissance tombent. La Suède affiche un incroyable + 4,1%. Quelle est la formule magique? Diverses explications économiques et historiques mais aussi... l'accueil des migrants. Selon Jean-Christophe Dumont, chef de la division des migrations internationales à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) cité par le site *Politico*, « ils ont dépensé 6 milliards d'euros sur l'intégration, et cet argent est dépensé pour des

besoins de première nécessité, dans le logement, l'éducation ou encore la consommation. (...) D'un point de vue fiscal, les immigrants rapportent plus en impôts qu'ils ne reçoivent de prestations individuelles. Ils contribuent à la fois à répondre à des besoins en main-d'œuvre dans les professions qualifiées les plus demandées, mais aussi dans les emplois peu attractifs et en déclin. Ils sont d'autant plus forts dans les pays où la migration est bien gérée, et notamment ceux où l'intégration sur le marché du travail est plus efficace. » Ça c'est dit.

CE NUMÉRO DE MICMAC PARLE DE LAIT, DE TV, DE MURS-CLÔTURES ET DE RADIO

Produire du lait à perte est-il une fatalité? Au Nord comme au Sud, les spéculateurs frappent, les petits producteurs s'organisent. D'autres chemins de production sont possibles. Reportage sur ces voies lactées. — pages 4 > 9

Un mur entre gens du voyage et gens bien à Wattrelos? Non. Une palissade. Enfin une clôture. Tout le monde est content. Reste, dans les têtes, un peu de ciment. — pages 10 > 11

106.8 FM, les **ondes d'Arabel** racontent Bruxelles en arabe et français — page 12 tandis que la **communauté yézidie** trouve la force d'enfin sortir au pays de Tchanchès (ça vaut bien un péket). — page 13

Il y a peu, en Irak, **Mansoor** était présentateur JT dans la petite lucarne. Il est rentré dans la ligne de mire. Il a fui. Il vit aujourd'hui à Couvin. Même Einstein s'est réfugié... — pages 14 > 15

Et encore du ciment, **545 km de murs** construits en Europe en deux ans. Soit un kilomètre construit par jour. Sauf les week-ends... — page 16



Les
IRRÉDUCTIBLES
PETI
producteurs

Au Nord comme au Sud de notre hémisphère, les petits producteurs de lait travaillent à perte. Mêmes problèmes, mêmes origines ? Face aux prix plancher et à la concurrence déloyale, agriculteurs belges et burkinabés cherchent à retrouver leur autonomie. Plongée dans la lactosphère internationale avec Michel et Mariana.

**NATHALIE CAPRIOLI, (AVEC FRANÇOIS CORBIAU ET OLIVIER BAILLY)
PHOTOS BURKINA FASO : TINEKE D'HAESE - OXFAM SOLIDARITÉ
PHOTOS BELGIQUE : FRANÇOIS CORBIAU**

Dans le cadre d'un voyage de presse organisé par Oxfam qui soutient la coopérative de lait équitable Fairefaso.

A man in blue overalls and boots is milking a cow in a barn. The cow is black and white. The man is holding a metal bucket. The barn has wooden pillars and hay on the floor.

T S laitiers



► La scène se passe dans le magasin d'alimentation Mille désirs à Ouagadougou, au rayon des laitages. Petit sondage parmi les clients sur leurs habitudes de consommation : lait local ou importé? Les avis sont partagés et les critères nombreux - l'hygiène, le prix, la disponibilité, le goût, et même l'engagement en tant que citoyen responsable, comme le souligne Mamadou (26 ans) : « Il faut essayer de consommer nos propres produits pour aider le pays. » Ignorant cet enjeu, les enfants d'Armelle se ruent sur Yaggo!, un dessert lacté Elle & Vire à l'emballage rutilant. Dans le même frigo, le yaourt local au « lait frais de vache de ferme-bio » fait pâle figure. Ces pots blancs sans façon aux étiquettes de travers sont toutefois vendus deux fois moins cher que les yaourts importés. « Je sais, mais les enfants préfèrent Yaggo! », insiste Armelle (36 ans). Précision, seule une minorité des consommateurs des villes peut se permettre ce luxe, dans ce pays d'Afrique de l'Ouest qui figure parmi les dix plus pauvres de la planète.

Le lait en poudre est empilé pas loin de là. Frank (43 ans) a opté pour ces boîtes après avoir été intoxiqué au lait local. « C'est sans danger et deux fois moins cher. En plus, ma plus petite adore : elle la lèche comme un chat ». Comme pour la majorité des Burkinabés, l'origine du produit passe après son prix. Mais qui se permettra de les critiquer de choisir le lait importé quand le prix du litre tourne autour des 200 CFA, contre 350 CFA pour le lait local?

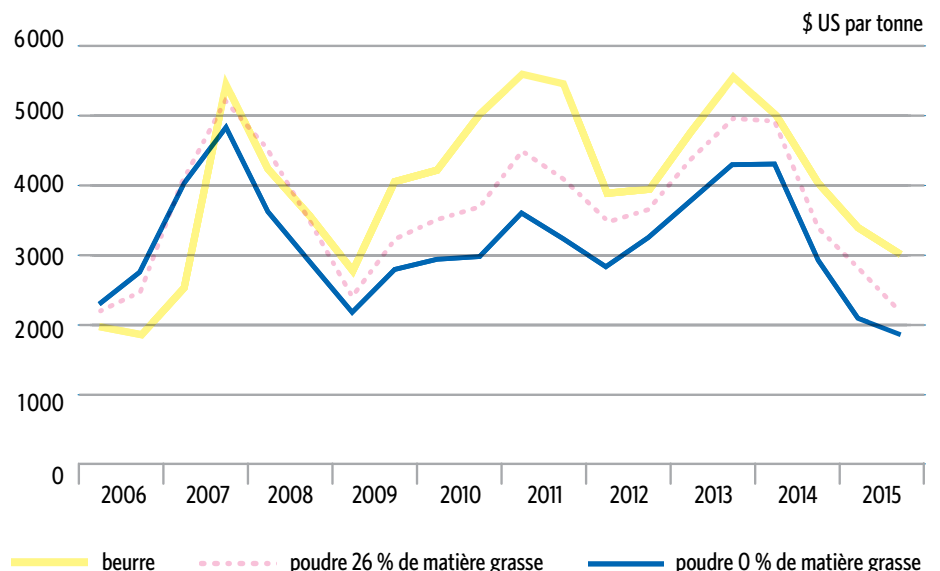
« Quand on sait ce qu'on gagne, ça me rend malade comme on travaille et que je vois des grandes surfaces qui arrivent encore à proposer des prix imbattables et des promos sur un 'produit de première nécessité' comme le lait. » Michel Doens ne parle pas de Ouagadougou mais bien de Namur. Lui vend actuellement son lait à 25 cents par litre. À titre de comparaison, en 2009, au plus fort de la crise du lait, on était autour des 19 cents le litre. Ce producteur de lait à Bouge (Namur) pointe l'agro-industrie pour expliquer les malheurs des petits producteurs. « Les grands groupes agro-industriels ont

mis une pression très forte sur l'Europe et sur les agriculteurs pour faire baisser les prix. Ils font tout pour acheter la matière première la moins chère possible sans tenir compte de la situation des producteurs. »

Michel possède 70, 75 vaches. Mariana Dicko, elle, en compte 8. Cette productrice à Kossam-Saye tire 2 à 4 litres par jour de chaque bête. Au Nord, avec ses 650 000 litres de lait par an, la ferme de Michel est considérée comme

« Dans le même frigo, le yaourt local au "lait frais de vache de ferme-bio" fait pâle figure. Ces pots blancs sans façon aux étiquettes de travers sont toutefois vendus deux fois moins cher que les yaourts importés. »

L'évolution des cours mondiaux des produits laitiers d'Europe de l'Ouest



Source: L'économie laitière en chiffres, Éditions 2016, Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (France), 2016



Mariana



Michel



une exploitation moyenne. Lui préfère dire « *familiale* ». Et c'est vrai que chez lui, la traite est une véritable histoire de famille. Il a repris la ferme de ses beaux-parents en 2002. « *J'ai la chance d'avoir mon père qui vient m'aider tous les matins.* » Lui-même agriculteur auparavant, il l'aide à soigner les animaux et à travailler dans les champs. Pour la traite du soir, toute la famille est mise à contribution. « *Ma femme le fait avec moi deux fois par semaine, et les autres soirs ce sont les enfants qui se relaient.* » À tour de rôle et à jour fixe.

Mariana, elle, est veuve. Payant la scolarité de ses trois filles, elle se dit « *classe moyenne* » et fait partie d'un groupement de 38 femmes qui collaborent pour transformer ensemble le lait en yaourt, fromage, ou gapal (du lait avec du petit mil). Michel, lui, envoie son lait à la laiterie des Ardennes, une des plus grandes du sud du pays. Il est possible que le lait de Michel finisse en poudre, soit exporté et vienne concurrencer injustement les produits de Mariana. Ces exportations européennes vers l'Afrique pourraient ressembler à une bonne nouvelle pour le Burkina, pays sahélien ▶▶

31 ans de quotas, et après ?

Entre 1984 et 2015, l'UE a instauré des quotas pour absorber puis empêcher la surproduction de lait. Les volumes étaient fixés, le marché protégé, et les prix plus ou moins stables. Or, des États membres du nord, c'est-à-dire les plus producteurs, ont décidé de ne pas tenir compte de ces quotas, malgré les amendes salées, plus élevées que la valeur du lait (un total de 2 milliards d'euros pour l'Allemagne, par exemple). Ce sont eux qui ont poussé la Commission à sortir des quotas.

Que se passe-t-il depuis avril 2015 ? L'UE annonçait « *une chance en termes de croissance et d'emplois* ». La production n'a pas cessé d'augmenter, mais les prix – qui dépendent désormais de l'évolution des cours internationaux et non plus des pouvoirs publics – ont diminué, passant en deux ans de 40 cents le litre à 25 cents, alors que les producteurs estiment le prix équitable à 40 cents.

On voit bien que le problème provient du fait que les prix fluctuent. Quand ils sont à la hausse, tout roule ; quand ils sont à la baisse, tout va moins bien puisque aucun filet de sécurité n'est plus prévu. Tous les producteurs en souffrent, y compris ceux qui ont emprunté dans la perspective de la suppression des quotas, croyant profiter de la compétition alors qu'ils se retrouvent avec de sérieux problèmes de trésorerie.

loin d'être autosuffisant et dont la population augmente de 3 % chaque année. Mais ce lait en poudre est en réalité un produit de concurrence inégale, cassant les prix, ne payant que 5 % de droits de douane, et soutenu de surcroît par une publicité dont ne bénéficient évidemment pas les petits producteurs. C'est aussi le fruit de la surproduction laitière du Nord. La faute à l'Union européenne, assure Michel. « Ils ont voulu libéraliser le marché pour qu'on augmente la production. C'est eux qui ont poussé la charrette. On serait tous malins si on produisait moins tous ensemble de manière solidaire. Si on n'était que trois, ce serait envisageable. Mais là avec tous les acteurs, les exploitations de tailles différentes et les intérêts divergents, c'est impossible. »

Avec les mastodontes comme Danone ou Lactalis, le producteur est nié.

Et pire, celui qui profite de ces exportations vers le Sud, ce n'est pas Michel... mais « des spéculateurs sur le lait, explique Jean-Jacques Grodent de l'ONG SOS Faim. Ils achètent de la poudre, la stockent grâce aux subside publics de l'Union européenne, puis la revendent une fois qu'elle reprend de la valeur. Face à ces pratiques, le producteur familial est démuné. Il n'a aucune capacité d'anticipation vu son manque de trésorerie et se retrouve ainsi à la merci des fluctuations. » Et dans le lot des victimes de ce jeu de marchés : Michel et Mariana.

Concurrence déloyale ?

Contrairement à leurs bêtes, ni Michel, ni Mariana ne se contentent de ruminer la situation. Michel faisait partie du noyau dur en 2009 lors de l'action des producteurs de lait à Ciney avec les épandages massifs de lait sur les champs pour attirer l'attention de l'opinion publique sur la situation des producteurs. Michel s'est aussi lié à la coopérative Fairebel. Mariana se réjouit d'en faire de même avec Fairefaso, inauguré fin mai. « J'ai adhéré à Fairefaso pour voir comment améliorer mon travail. Je vois qu'ils sont en train d'accompagner les mini laiteries. Je veux améliorer ma qualité et me faire connaître. Il me manque le pasteurisateur. Je ne sais pas si Fairefaso va me le donner mais je le cherche en tout cas ! En ce moment, on pasteurise avec le gaz, et le bâtiment où nous travaillons n'est pas adapté à notre activité. Ce n'est pas une question d'hygiène, mais les trois pièces sont trop petites. »



Comparer l'incomparable

Au Burkina, le lait est au cœur de l'économie pastorale et de la culture peules où la femme tient une place majeure dans la production. Le pays consomme 250 millions de litres de lait par an dont moins de 10 % sont produits localement, selon le gouverneur de la Région du Nord.

Les troupeaux comptent de 5 à 20 vaches. La production de chaque éleveur oscille entre 300 et 1000 litres par vache, sur moins de 100 jours par an. Alors qu'en Europe les troupeaux vont jusqu'à 100 têtes et plus, pour une productivité moyenne de 6 000 litres par vache par an !

Une sacrée différence qui s'explique par les conditions climatiques, les races moins performantes, leur alimentation plus pauvre, le difficile accès aux pâturages. Des solutions techniques existent comme les inséminations artificielles des vaches, mais elles ne sont pas suffisantes.

150 millions pour produire moins ?

Cet été, la Commission européenne a débloqué en urgence 500 millions pour soutenir les agriculteurs touchés par la chute des cours sur le marché international. Dans ce paquet, 150 millions sont prévus pour les « inviter » à une réduction volontaire de la production de lait.

Selon le commissaire européen pour l'agriculture, Phil Hogan : « Dans un contexte de fortes pressions budgétaires, cet ensemble de mesures apporte une nouvelle réponse ferme. Notre objectif ultime est la remontée indispensable des prix payés aux agriculteurs pour qu'ils puissent vivre de leur travail. »

Philippe Duvivier, président de la FUGEA (Fédération unie de groupements d'éleveurs et d'agriculteurs) en Wallonie, ne l'entend pas de cette oreille : « Cette aide d'urgence est un énième coup dans l'eau planifié avec l'argent du contribuable. Ou comment jeter un os à ronger aux agriculteurs pour les calmer, sans diminuer la production et en maintenant des prix très attractifs pour toute l'agro industrie qui exporte. Aujourd'hui, l'excédent se chiffre entre 3 et 5%. Et la Commission a choisi de diminuer le volume de 0,65% par rapport à la production annuelle. Vu les excédents de poudre stockés, ce ne sera pas suffisant. Les producteurs FUGEA croient en la solidarité mais ne sont pas naïfs. Les Irlandais continueront de faire grimper leur production pendant que les Wallons baisseront la leur. »

optimiste, « ce n'est pas parce que le prix du lait a augmenté depuis deux mois que tout est réglé ». Pourtant, Mariana voit dans la solidarité une raison d'espérer. « Beaucoup de femmes, avant d'arriver dans notre groupement, n'arrivaient pas à joindre les deux bouts. Mais actuellement chacune peut vivre avec le peu qu'on gagne. » À quand un groupement Nord-Sud pour contrer l'agro-business? ●

	Belgique	Burkina Faso
Population	11 millions	En 22 ans, elle est passée de 9,3 millions (1992) à 17,4 millions (2014)
Population rurale	0,3 million, soit moins de 3% de la population	12,5 millions, soit 72 % de la population
Espérance de vie	79 ans	55 ans

Source: FAO, 2015.

L'histoire commune des coopératives comme Fairebel ou Fairefaso, c'est de reprendre la main sur le prix de vente, et d'imposer une marque qui dépasse la valeur du produit en établissant un lien avec le consommateur. Avec les mastodontes comme Danone ou Lactalis, le producteur est nié. Avec les coopératives, le producteur réapparaît derrière le produit. Et les résultats ne se font pas attendre. À Ouagadougou, Mariam Diaby, la responsable de la mini laiterie Bitou Lait rappelle qu'« avant la mini laiterie, les femmes versaient le lait dans lesalebasses, se promenaient de maison en maison pour vendre. Il y avait des problèmes de perte de temps, de lait qui tourne, et de sécurité. Tout ça pour gagner 200 FCA par jour. Aujourd'hui, grâce à la laiterie, les femmes n'ont pas moins de 200 000 FCA par mois. Ce n'est pas tous les fonctionnaires qui touchent ça! »

Fonctionnaires, Michel et Mariana ne le sont pas. Les vaches de Mariana vont paître à la recherche d'une herbe à ruminer, tandis que celles de Michel sont nourries par les cultures de l'agriculteur wallon. Il n'est pas



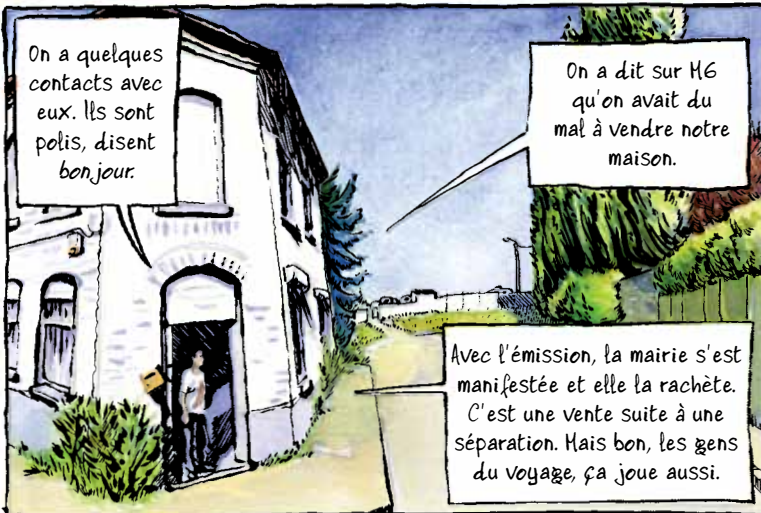
L'INFO DESSINÉE

La clôture de Wattrelos

Renaud De Heyn
& Olivier Bailly



Côté français, certains voisins ont avancé la baisse de valeur de leur maison.



Mais les plaintes venaient surtout des Belges. Il y avait eu une véranda endommagée, quelques vols, dont on ne connaît pas les auteurs... Puis du racisme : "On n'en veut pas."

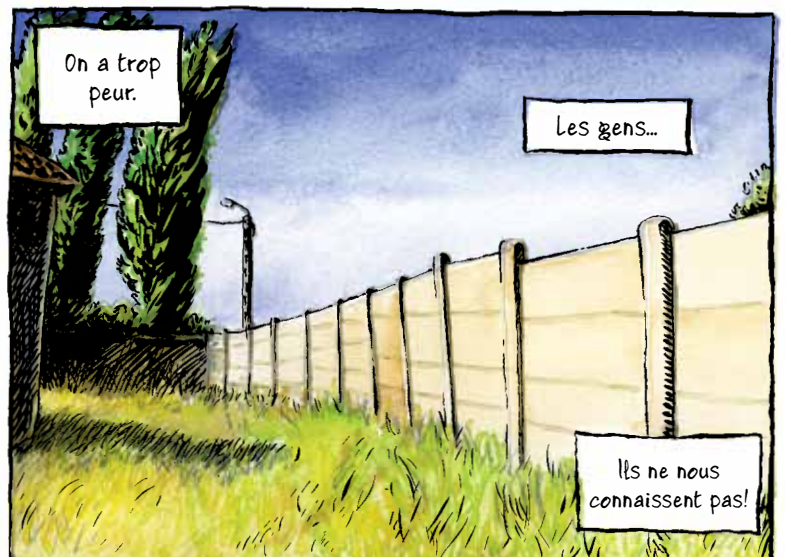




Les médias... C'est les Belges qui ont commencé avec un défilé pas possible. Au départ, j'ai pas aimé parce que parler du mur de la honte...



Les enfants jouaient avec des lance-pierres mais bon...



L'INFO D'ARABEL, l'onde diversifiée

La radio communautaire Arabel se définit avant tout comme bruxelloise. Trois journalistes assurent chaque jour l'information en français. Une pigiste assure l'info en arabe. Avec quelles particularités ?

OLIVIER BAILLY

► **12h30** : Le JP en français débute. Maryam Benayad et Tarik Laabi sont au micro. Diction travaillée, interventions parfaitement calibrées. Arabel, héritière en 2013 de l'ancienne radio Al Manar, a professionnalisé le 106.8. Si la radio compte aujourd'hui douze employés, les journalistes ne sont pourtant qu'au nombre de trois. Ce personnel est financé par l'homme d'affaires tunisien Ben Yaghlane qui a réinjecté cette année 2 millions d'euros dans le capital d'Arabel, après avoir essuyé des pertes en deux ans de 1,4 million. Faute d'études d'audimat, l'audience est inconnue. Facebook indique plus de 70 000 followers. Sur les ondes du jour : défaites d'Anderlecht, situation dramatique à Alep, position de la Russie, les titres défilent et ne se démarquent pas des

dinosaures dominants du secteur (RTBF et RTL). « *On essaie de faire de Bruxelles la priorité*, assure pourtant Maryam Benayad. *Puis le national, l'Europe, et l'international avec un focus sur le Maghreb.* »

12h45 : Patrick Charlier arrive. Dans les impeccables locaux à dominante orange (la couleur d'Arabel), le directeur d'UNIA (Centre fédéral pour l'égalité des chances) est venu parler de la discrimination à l'embauche des plus de 45 ans. Dans l'équipe d'Arabel (en majorité composée de femmes), la diversité fait partie de la ligne éditoriale. À la fois dans les sujets traités et la manière de les traiter, explique Maryam Benayad : « *Sur une info classique, on ira chercher l'expert de minorité, à compétence égale. Mais ce n'est pas*

systematique. On ne fait pas de discrimination positive, ce serait contre-productif. Quand quelqu'un n'est pas radiophonique, peu pédagogue, cela devient compliqué. »

13h : Après Justin Timberlake (même la diversité a ses limites...) et les jingles de circonstance, une voix retentit dans le studio. Place au JP en langue arabe. Arabel émet 70 % de ses programmes en français, 30 % en arabe. La journaliste, une Arlonnaise, envoie son bulletin d'information 15 minutes avant la diffusion. Ce sont donc les Ardennes qui informent le Bruxelles arabophone.

13h05 : Gabriel Maissin, économiste, a une quinzaine de minutes pour évoquer le thème de l'« utopie ». « *Quand un invité vient pour une interview, on donne l'espace nécessaire pour sa parole,* » insiste Tarik Laabi. La réflexion sur l'utopie est tirée du dernier numéro de la revue Politique. Outre ce titre de presse, Arabel a tissé des collaborations avec la maison d'éditions Couleur Livres et l'ONG Pax Christi. Chrétiens et musulmans dans le même studio ? « *Pas musulman, insiste Maryam, Bruxellois!* » ●

Maryam, Tarik et Halima sur les ondes et sur les bus. © DR



Yézidis liégeois, LA DOUBLE IDENTITÉ ASSUMÉE

En Occident, les Kurdes yézidis sont perçus comme un peuple du désert irakien persécuté par le groupe État islamique. À 4 500 km de là, une partie de cette communauté a fait son nid à Liège et elle refuse de se soumettre.

ANI PAITJAN



© Wiktor Dabkowski

► Dans sa maison de Herstal, Salim (nom d'emprunt) a préparé du thé noir, « vous en prendrez bien un peu ? » Ce presque quadragénaire préfère rester discret sur son identité, une caractéristique yézidie selon lui. « Quel que soit leur lieu de vie, les Kurdes yézidis ont choisi la discrétion, par peur de représailles à leur encontre. Une crainte qui se transmet de père en fils. »

Salim a grandi et vit à Liège depuis toujours, comme le laisse entendre son accent. Mais surtout, il est un membre actif de sa communauté. En Belgique, les Kurdes yézidis seraient entre 3 000 et 5 000 membres, « dont 90 % vivant dans la province de Liège, venus en regroupement familial ». Cette communauté, dont la religion trouve ses racines dans le zoroastrisme, a connu de nombreuses persécutions et massacres tout le long de son histoire. À cause de ses croyances justement. « Les musulmans nous appellent à tort les adorateurs du diable, explique Salim. Sous ce

prétexte, nous avons subi 74 génocides (sic). » Le dernier en date a été commis par Daesh en 2014¹.

La nouvelle génération, celle qui a grandi en Belgique, a décidé de sortir de son anonymat pour agir. Le sursaut de la communauté s'est réalisé après les tueries de Sinjar qui ont débuté le 3 août 2014. L'État islamique s'est emparé de cette région du nord de l'Irak, a exécuté ou a réduit en esclavage ses habitants yézidis.

« Il existe une forte solidarité entre Kurdes yézidis, quelles que soient les régions dont nous sommes originaires. » Cette année-là, des soupers dans l'association se tiennent pour récolter des fonds afin que la Croix-Rouge vienne en aide aux réfugiés. Des marches de soutien se mettent en place. Le Centre culturel yézidi de Liège, né en 2003 mais dormant depuis dix ans, se réveille : des ateliers d'alphabétisation s'y déroulent, une aide à l'insertion dans la société belge et des cours sur l'histoire



© Belga / Dursun Aydemir

En septembre 2014, la communauté Yézidi avait manifesté contre les massacres commis par Daesh en Irak, dont l'enlèvement de jeunes filles refusant de se convertir à l'islam.

et la religion de ce peuple y sont organisés. « Nos ancêtres étaient incapables de lire et écrire, une partie de notre culture s'est évaporée. Il était temps de remédier à ce problème », explique Salim.

Le Centre culturel yézidi représente le point de rencontre des familles. Cette année, l'association s'est fixé d'un nouvel objectif : ouvrir davantage ses portes aux autres, politiques et membres d'autres communautés. « Nous ne voulons plus avoir peur, nous voulons la paix. Mais nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale, car seuls nous n'y arriverons pas. » ●

1. Le terme « génocide » a été utilisé par le brésilien Paulo Pinheiro, président de la commission d'enquête de l'ONU sur les droits de l'Homme en Syrie.



le visage

Pas grand monde **NE RECONNAÎT** Mansoor Ghanem quand

il déambule dans les rues de Couvin. Il est un réfugié parmi les autres qu'accueille le centre « Petit Forêt », ouvert en février dernier¹. Dans la chambrette étroite où il nous reçoit, rien ne permet d'imaginer qu'il était, il y n'a pas si longtemps, un De Brigode version irakienne. Son compagnon de chambrée², qui observe l'interview d'un coin de l'œil, nous le jure pourtant dans un anglais rudimentaire. « *Je le connaissais! Il passait à la télévision!* »

Tous les matins, sur Al Iraqiya (Iraqi Media Net), première chaîne publique du pays, Mansoor Ghanem présentait *Good morning Irak*, un *talk show* de deux heures consacré aux questions politiques et culturelles.



« S'il vous plaît, souriez, ne vous promenez pas en bande, respectez les feux de circulation, apprenez la culture. »

Dans un pays meurtri par la guerre, déchiré par les rivalités religieuses, menacé par l'État islamique jusqu'aux portes de sa capitale Bagdad, les journalistes d'Al Iraquiya ne cachent pas leur nationalisme irakien. Mansoor Ghanem milite « contre la division du pays », mais aussi « contre l'idéologie salafiste ».

Ce féru d'art ancien ne supporte pas de voir le patrimoine architectural détruit par Daesh. Avant que le groupe terroriste ne conquière de larges pans du pays, son cheval de bataille était le rapatriement des vestiges nationaux dispersés dans les musées de l'Occident. En 2013, il accompagne même jusqu'en Europe un ministre dans une tournée visant à récupérer les trésors babyloniens « volés », comme la porte d'Ishtar¹.

Sur son téléphone, il nous montre avec fierté des photos de lui, tiré à quatre épingles dans une réception huppée au musée Pergame de Berlin. C'était il y a trois ans, une éternité. « Aujourd'hui, je ne suis plus personne », soupire-t-il. Loin de chez lui, Mansoor regrette le temps où il était quelqu'un.

L'an dernier, Mansoor a choisi de fuir l'Irak, craignant pour sa sécurité. Ses prises de position, dit-il, exposaient ses proches aux représailles. « Je n'osais plus marcher dans la rue avec ma famille ». Et pour cause : de nombreux journalistes irakiens ont été assassinés ces dernières années. Ceux d'Al Iraquiya ont payé un lourd tribut à la violence².

Sa femme et ses enfants s'exilent loin de la capitale, chez les grands-parents. Lui prend la direction de l'Europe, à nouveau, sans prestige

cette fois, avec l'espoir d'obtenir un statut de réfugié. Son parcours l'amène jusqu'en Belgique, sur les hauteurs de Couvin. Logé avec quelque 250 autres candidats à l'asile, il attend des nouvelles de son dossier.

Attendre et dormir

Si les Syriens, dans le malheur de la guerre totale qui ravage leur pays, ont la chance d'obtenir le statut de réfugié assez rapidement, les Irakiens doivent prendre leur mal en patience. Théo Francken, le secrétaire d'État à l'asile, leur a même envoyé un courrier personnel les invitant à rentrer au pays, au motif que les conditions de sécurité y seraient désormais acceptables. Cette missive a provoqué la colère de nombreux réfugiés. « Ils disent que Bagdad est une ville sûre, mais cela ressemble plus à une boucherie qu'à autre chose », s'étrangle Mansoor. Quelques jours plus tôt, un camion piégé a ravagé un quartier chiite de la capitale irakienne. Cet attentat, le plus meurtrier depuis 2007, a coûté la vie à 324 personnes.

« Attendre et dormir, c'est tout ce qu'on peut faire », lâche l'ancien journaliste, amer. Il ne comprend pas le refus de l'Europe d'accueillir plus de réfugiés. « Einstein lui-même s'est réfugié (aux États-Unis, fuyant le nazisme, ndlr), ce n'est pas une honte. »

Pour autant, il ne laisse pas transparaître sa désillusion. Toujours souriant, d'une politesse exquise, il essaie de passer ses journées constructivement, tissant des liens à Couvin, apprenant le français, voyageant à Bruxelles ou à Anvers quand son budget le permet.

Tous les résidents ne font pas preuve d'autant de philosophie face à l'ennui. L'inactivité, l'angoisse, la promiscuité provoquent parfois des frictions, y compris avec la population locale. L'agression d'un demandeur d'asile afghan, poignardé dans un parc de Couvin, a encore fait monter la température d'un cran. Mansoor tente de calmer les ardeurs. Il sait à quel point une mauvaise image des réfugiés peut jouer en leur défaveur. « Je me bats tous les jours, je leur dis de s'habiller à l'occidentale, d'être

propres, de raser leur moustache. Je leur parle comme à des enfants, certains sont à peine sortis de l'adolescence. 'S'il vous plaît, souriez, ne vous promenez pas en bande, respectez les feux de circulation, apprenez la culture.' Certains n'ont aucune idée de ce qu'est la vie en Europe! »

Lui, si fièrement irakien qu'il soit, goûte au mode de vie européen. « J'aime le vin », glisse-t-il, gourmand, comme s'il confiait un secret.

Se voit-il rentrer un jour au pays? Il parle de « revenir achever ce qu'il a commencé », mais fatigué par la violence, il veut « se préserver pour la suite ». En attendant, il fait ce qu'il sait faire : du journalisme. Muni d'une petite caméra, il a réalisé récemment l'interview d'un compatriote, musicien connu, lui aussi exilé en Belgique, lui aussi devenu un visage parmi d'autres.

Aujourd'hui, Mansoor a quelques amis à Couvin. Les bénévoles du groupe ACCES³, qui assistent les réfugiés dans leur quotidien, sont comme « une seconde famille », dit-il. On l'invite à dîner, ou à visiter un bout de Belgique. Quand il déambule à travers son pays d'adoption, on ne le reconnaît peut-être pas encore dans la rue. Mais une chose est acquise : il est redevenu quelqu'un. ●

ERIC WALRAVENS

1. Annonçant l'entrée de Babylone au Nord de la ville, cette porte a été reconstituée et se trouve au musée de Pergame à Berlin.

2. Entre 2003 et 2016, il y a eu environ 270 journalistes et collaborateurs de médias tués en Irak selon RSF. 15 journalistes d'Al Iraquiya font partie de ces victimes.

3. ACCES: Accueils couvinois et solidaires

le chiffre

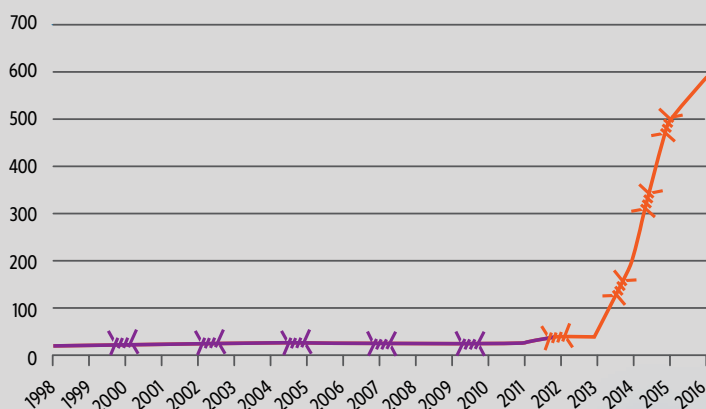
585 KM

DE MURS ANTI-MIGRANTS CONSTRUITS EN EUROPE

► Des murs nous séparent.

Entre 1998 et 2012, la longueur de ces murs en Europe n'a pas dépassé une vingtaine de kilomètres avec les enclaves espagnoles en terres marocaines de Melilla (12 km de barrière) et de Ceuta (8 km de barrière).

Les kilomètres de murs anti-migrants construits en 20 ans en Europe



À partir de 2012 et surtout 2014, les murs poussent comme des champignons en Europe. En 2 ans, pas moins de 545 km de barrière ont été construits ou sont en passe de l'être.

Pour Catherine Wihtol de Wenden, spécialiste française des phénomènes migratoires, « chaque fois qu'on ferme une porte, une autre s'ouvre. C'est sans fin. Les stratégies de contournement se multiplient. » Prendre la mer pour éviter de se prendre un mur, le nouveau dilemme du migrant ? Plus de 3 700 migrants se sont noyés en tentant de traverser la Méditerranée en 2015. ●

